

Numéro 11 - 5 février 2016

Oui au droit public, non au droit de monopole!

Les participants à la journée d'action de Hamilton exigent des gouvernements le respect des lois et la défense du droit public



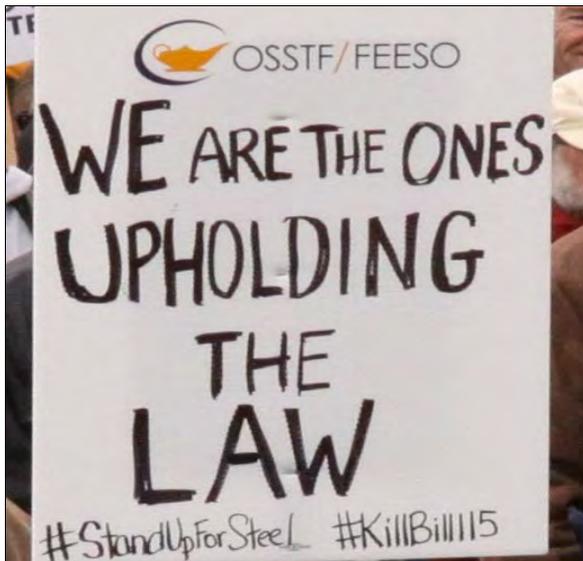
Oui au droit public, non au droit de monopole!

- Les participants à la journée d'action de Hamilton exigent des gouvernements le respect des lois et la défense du droit public
- Tous unis pour la justice, pour la dignité du travail, pour Hamilton et le Canada!
- Discours de Gary Howe, président de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos
- La signification de la Journée d'action du 30 janvier à Hamilton - Lettre ouverte de Rolf Gerstenberger au Hamilton Spectator

Oui au droit public, non au droit de monopole!

Les participants à la journée d'action de Hamilton exigent des gouvernements le respect des lois et la défense du droit public

Plus de 5000 personnes, des métallos et leurs familles, des travailleurs et des jeunes de Hamilton et des travailleurs de partout en Ontario ont participé à la Journée d'action de Hamilton le 30 janvier. Ils ont dit haut et fort que les gouvernements doivent défendre le droit public et empêcher US Steel de violer toutes ses obligations légales et morales envers la population du Canada et en particulier envers les métallos de Hamilton et de Nanticoke. D'une seule voix, au nom des Canadiens, ils ont déclaré : Stelco doit continuer de produire de l'acier ! Hamilton doit continuer d'être un producteur ! Le Canada doit continuer d'être un producteur ! Les travailleurs de l'Ontario ont déclaré que toutes les prestations de retraite et tous les avantages sociaux à la retraite, qui reviennent de droit à ceux qui ont produit de l'acier toute leur vie et avec lesquels le monopole américain veut s'enfuir, doivent être payés par US Steel et que celui-ci doit respecter ses engagements envers la communauté. L'enthousiasme des gens de Hamilton était tel que pratiquement chaque automobiliste a klaxonné en signe d'appui.



Les travailleurs sont venus de Windsor, London, de la région du Niagara, d'Oshawa, Mississauga, Toronto, Barrie et d'aussi loin que Sudbury et Sault St. Marie, en Ontario. Les travailleurs de Rio Tinto d'Alma au Québec ont envoyé une délégation, de même que les métallos américains et leurs alliés de Lakawanna, de l'État de New York. Un groupe plein d'énergie d'anciens travailleurs de Stelco, qui sont membres de l'Organisation des retraités Métallos (ORME), était de la partie. Parmi les autres organisations syndicales présentes on comptait le Congrès du travail du Canada, la Fédération du travail de l'Ontario et des conseils du travail comme le Conseil du travail du district de Hamilton. On comptait aussi le

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, le Syndicat canadien de la fonction publique, le Syndicat des travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), la Fédération des enseignants des écoles élémentaires de l'Ontario, la Fédération des enseignants du secondaire de l'Ontario, l'Association des enseignants anglophones catholiques de l'Ontario et plusieurs sections locales de différents syndicats. Des délégations du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), du Réseau ontarien des groupes de travailleurs accidentés et de l'Organisation des droits des femmes de l'Asie du Sud y étaient aussi.

Un numéro spécial d'*Information Update*, le bulletin de la section locale 1005, a été publié pour l'occasion et reçu avec enthousiasme.

Le rassemblement a été animé par Tony DePaulo, le directeur du district 6 du Syndicat des Métallos, qui a souhaité la bienvenue à tous et a présenté Bill Mahoney, le poète en résidence de la section locale 1005 qui a récité son puissant poème « U.S. Steal » (Le vol de l'acier par US Steel). Cela a donné le ton au rassemblement et exprimé la détermination des métallos actifs et retraités à défendre leurs droits et leur dignité de même que celle de la communauté et de tous les

travailleurs.

Gary Howe, le président de la section locale 1005 du Syndicat des métallos a souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a salué les travailleurs d'Alma au Québec, qui ont fait le voyage pour prendre part à la journée. Il a fait remarquer que 2016 est le 70e anniversaire de la section locale 1005, et dit que « aujourd'hui, plus que jamais, nous devons défendre la dignité du travail ». Gary a défendu les droits des membres de la section locale 1005 de Max Aicher North America (MANA), en lockout depuis juin 2013 et il a dénoncé l'utilisation de briseurs de grève par l'entreprise. « Nous devons tenir MANA responsable au même titre que US Steel », a-t-il dit. Gary a déclaré que les tribunaux et le gouvernement doivent faire respecter la loi et ne pas permettre que l'anarchie s'installe et que les travailleurs et la communauté soient attaqués en toute impunité.



« Nous devons tenir les gouvernements responsables lorsque des sociétés comme US Steel violent toutes leurs obligations juridiques et morales. US Steel n'abuse pas seulement de Hamilton et de Nanticoke en détruisant la production de Stelco, les emplois et les régimes de retraite, en évitant de payer ses taxes municipales, de rembourser les emprunts gouvernementaux, de faire le nettoyage environnemental et d'assumer ses autres obligations. Cette compagnie américaine a recours aux tribunaux de la faillite pour s'enfuir en plein jour avec 2,2 milliards \$ et les meilleurs acheteurs de l'acier de Stelco », a dit Gary. « Unis, tous ensemble, nous disons que ce que fait US Steel n'est pas juste. En étant ici, tous ensemble sur la place publique, nous défendons notre dignité et nous allons trouver la marche à suivre », a-t-il ajouté.

Bill Ferguson, le président de la section locale 8782, a lui aussi exprimé la détermination des métallos de faire en sorte que les usines de Hamilton et de Nanticoke continuent de produire et de répondre à la demande en acier canadien des clients canadiens et d'ailleurs.

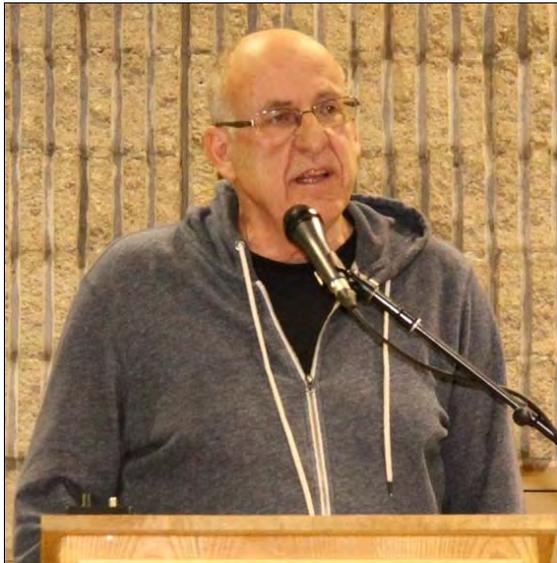
Plusieurs personnes ont pris la parole au rassemblement à l'hôtel de ville dont le maire de Hamilton Fred Eisenberg ; Marty Warren, le directeur du District 6 du Syndicat des Métallos ; Thomas Mulcair, le chef du NPD fédéral ; Andrea Horvath, la chef du NPD de l'Ontario ; Hassan Yussuf, le président du Congrès du travail du Canada ; Chris Buckley, le président de la Fédération du travail de l'Ontario et Ken Neumann, le directeur national du Syndicat des Métallos. Tous se sont engagés à tout faire pour aider les métallos de Hamilton dans leur lutte pour la justice. Leo Gerard, le président international du Syndicat des Métallos a envoyé une lettre d'appui au rassemblement.





Les orateurs au rassemblement ont tous parlé du rôle important du secteur de l'acier dans l'édification d'un secteur manufacturier fort et durable, lequel est vital à une économie canadienne indépendante. Ils ont appelé les gouvernements provinciaux et fédéral à accomplir leur devoir et empêcher US Steel d'attaquer les travailleurs et la communauté et de s'enfuir aux États-Unis en reniant ses responsabilités envers les travailleurs, la ville de Hamilton et l'Ontario.

Ils ont dénoncé les monopoles comme US Steel qui détruisent l'économie canadienne et les gouvernements et les tribunaux qui légitiment ces attaques et les mettent en oeuvre.



Après les discours, les participants ont marché au centre-ville vers le Palais des congrès sous les gestes d'appui des piétons et des automobilistes.

Au rassemblement qui s'est tenu au Palais des congrès, Rolf Gerstenberger, l'ex-président de la section locale 1005, a dit que les métallos de Hamilton ont une fière tradition d'affirmation de leurs droits depuis la grève historique de 1946 jusqu'à aujourd'hui. Il a dit que le syndicat et les travailleurs ont toujours soutenu ce qui est légal et ont toujours fait leur part pour appliquer les accords et les contrats. Rolf a alors soulevé cette question importante : Qu'est-ce qu'on doit faire quand une compagnie comme US Steel est autorisée à violer ses obligations juridiques et

quand les tribunaux et les gouvernements lui permettent d'agir de façon illégale contre les travailleurs en toute impunité ? « Si le gouvernement n'utilise pas son autorité pour faire appliquer les lois et si des tribunaux spéciaux de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies peuvent être créés pour statuer que c'est la loi du plus fort qui s'applique, qu'est-ce qui reste aux citoyens qui sont censés être protégés par la loi ? C'est un problème très sérieux, qui dépasse de beaucoup la question de la légalisation du vol de nos pensions. » « Il faut en discuter », a dit Rolf qui a appelé tout le monde à contribuer à trouver une solution.

D'autres orateurs au Palais des congrès ont appuyé la cause des métallos. Ce sont Scott Duvall, député fédéral NPD de Hamilton Mountain, Bob Bratina, député fédéral libéral de Hamilton East-Stoney Creek, Wayne Gates, député NPD provincial de Niagara et Paul Miller, député NPD provincial de Hamilton East-Stoney Creek. Anthony Marco, le président du Conseil du travail du district de Hamilton a exprimé son appui, de même que Ron McClure, le président de l'organisation des retraités salariés de Stelco.



À gauche : Bill Ferguson, président de la section locale 8782 du Syndicat des Métallos ; au centre : le poète de la section locale 1005 Bill Mahoney ; à droite, Tony DePaulo, le maître de cérémonie



À gauche : Ken Neumann, directeur national du Syndicat des Métallos ; au centre : Hassan Yussuf, président du Congrès du travail du Canada ; à droite : Chris Buckley, président de la Fédération du travail de l'Ontario



À gauche : Fred Eisenberg, maire de Hamilton ; au centre : Thomas Mulcair, chef du NPD fédéral ; à droite : Andrea Horvath, chef du NPD de l'Ontario

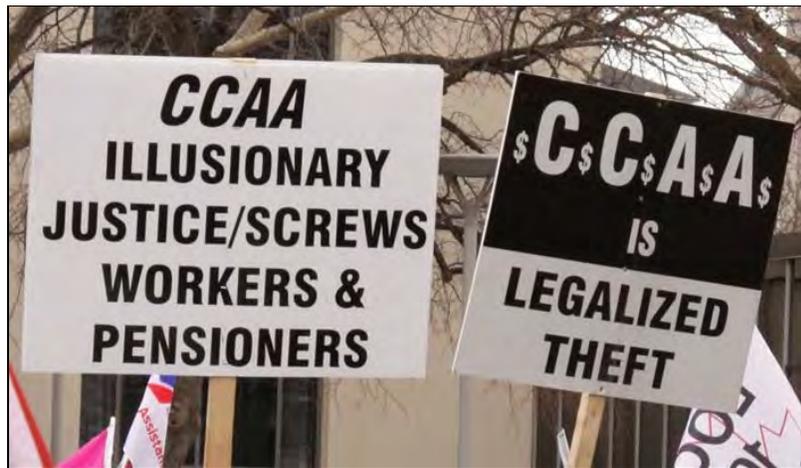


À gauche : Scott Duvall, député fédéral de Hamilton Mountain ; au centre : Anthony Marco, président du Conseil du travail du district de Hamilton ; à droite : Bob Bratina, député fédéral de Hamilton East-Stoney Creek











**Tous unis pour la justice, pour la dignité du travail,
pour Hamilton et le Canada!**

-Discours de Gary Howe, président de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos, à la Journée d'action de Hamilton, le 30 janvier 2016 -



Aujourd'hui, une Journée d'action est organisée par les sections locales 1005 et 8782 du Syndicat des Métallos à Hamilton pour le bien de nos communautés.

Cette année est le 70e anniversaire de la section locale 1005. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons défendre la dignité du travail. En ce moment, des membres de la section locale 1005 sont en lockout à Max Aicher North America, depuis juin 2013, et cela fait plus de trois ans qu'ils ne travaillent pas. Nous devons tenir MANA responsable au même titre que US Steel.

Nous devons tenir les gouvernements responsables lorsque des sociétés comme US Steel violent toutes leurs obligations juridiques et morales. US Steel n'abuse pas seulement de Hamilton et de Nanticoke en détruisant la production de Stelco, les emplois et les régimes de retraite, en évitant de payer ses taxes municipales, de rembourser les emprunts gouvernementaux, de faire le nettoyage environnemental et d'assumer ses autres obligations. Cette compagnie américaine a recours aux tribunaux de la faillite pour s'enfuir en plein jour avec 2,2 milliards \$ et les meilleurs acheteurs de l'acier de Stelco.

C'est inconcevable que soient dilapidés ainsi des millions de dollars pour payer des avocats et des experts dans le but de frauder la communauté de milliards de dollars et de s'en retourner aux États-Unis avec la sanction de nos tribunaux. Les lois ne doivent pas servir à cautionner la fraude. Tous ensemble, nous allons démontrer comment, en tant que travailleurs, nous avons souffert aux mains de l'économie mondiale néolibérale. Seul le 1 % en a profité. Selon la plus récente étude d'Oxfam, une petite poignée s'enrichit et les travailleurs en sortent perdants. Ce n'est pas une bonne chose pour nous-mêmes, notre communauté et notre pays.



En nous serrant les coudes en tant que communauté, nous démontrons au monde entier que nous, fiers métallos, citoyens de Hamilton et du Canada, ne consentons pas à cette activité honteuse, peu importe la puissance des intérêts auxquels nous faisons face, peu importe d'où ils viennent ou combien d'argent ils dépensent en experts et en avocats, et peu importe l'appui tacite qu'ils reçoivent d'individus haut placés.

Unis, tous ensemble, nous démontrons au monde entier que les individus et les actions pourries ne nous impressionnent pas. Nous réitérons qu'aucune compagnie n' est « trop grosse pour être traduite en justice » et que ces compagnies, au contraire, doivent rendre des comptes de leurs actes.

Unis, tous ensemble, nous allons montrer que c'est nous, les travailleurs, qui avons souffert sous cette économie mondiale.

Unis, tous ensemble, nous proclamons que les changements et réformes antisociaux qui ont été faits aux lois commerciales, aux régimes de retraite et au droit du travail ainsi que le fléau du libre échange, avec son lot de gangsters internationaux qui nous sont imposés sous le frauduleux prétexte de servir le plus grand bien et la prospérité de tous, sont inacceptables.

Nous n'acceptons pas qu'une compagnie étrangère ait le droit de venir au Canada, détruire délibérément la production et s'en retourner en abandonnant ses obligations envers les pensions, les impôts, la production et l'environnement, a-t-il poursuivi. Personne ne va accepter cela sous prétexte que les entreprises ont le droit de prospérer. Peu importe d'où elles viennent, les compagnies ne sont pas au-dessus de la loi et des règlements tout juste parce que ceux qui sont au

pouvoir croient que leur devoir est de favoriser ces intérêts étroits.



Déclarer comme nouvelle norme un soi-disant État de droit qui est sanctionné par les tribunaux de la faillite et par des ententes en coulisses, c'est donner une interprétation pathétique de la justice.

Les problèmes de l'industrie de l'acier, le problème de bâtir une économie qui est stable et qui assure aux travailleurs, aux retraités, aux entrepreneurs et à la communauté un sentiment de sécurité, sont quelque chose que nous sommes capables de résoudre. Les Canadiens

sont parfaitement capables de garder le contrôle de leurs communautés, des gouvernements et de l'économie. La logique selon laquelle les compagnies peuvent s'en tirer en ayant recours à des activités frauduleuses parce que nous serions à la merci des marchés est fausse.

La logique selon laquelle nous sommes tous sujets aux caprices des grandes compagnies qui dirigent nos vies et que c'est comme cela que la prospérité est créée est une fraude qui ne doit pas passer.

Les problèmes économiques requièrent des solutions viables et non ce que nous voyons maintenant, les fermetures imposées, le vol des clients, le non-respect des obligations envers les pensions et les avantages sociaux à la retraite, le refus de payer ses taxes et ses dettes aux fournisseurs et aux entrepreneurs et le refus de toute obligation. Même le juge peut voir que le comportement embarrassant de US Steel ne fait qu'empirer les choses. Cela se fait à nos dépens et ne résout aucun problème à part le sien, qui est de se sauver des dommages qu'il a causés.

Les terrains industriels de Hamilton comportent une grande valeur pour nous en tant que travailleurs. Je crois qu'ils peuvent servir à satisfaire les obligations des régimes de retraite et des avantages sociaux à la retraite que les membres de la section locale 1005 méritent pleinement. Les acheteurs potentiels perçoivent la valeur, bien sûr, mais ils ne perçoivent pas les obligations qui s'y rattachent.

Absolument personne dans la communauté n'est d'accord avec ce que US Steel est en train de faire et c'est pour cela que nous prenons position publiquement. Il est très important que le pays soit alerté à l'effet que nous avons besoin d'une industrie canadienne de l'acier et que la production chez Stelco doit se poursuivre.

Unis, tous ensemble, nous disons que ce que fait US Steel n'est pas juste. En étant ici, tous ensemble sur la place publique, nous défendons notre dignité et nous allons trouver comment aller de l'avant. En agissant ainsi, nous tenons publiquement le gouvernement provincial et fédéral responsables de ce qui arrive à nos travailleurs et à nos retraités, et des décisions passées et actuelles. Nous déclarons de manière non équivoque que ceux qui sont en position de pouvoir et de responsabilité ne pourront pas se laver les mains de cette affaire sordide comme s'ils n'avaient pas le pouvoir de changer la situation en faveur du peuple et de la communauté.

Tous unis pour la communauté, la justice et contre la fraude ! Tous avec nous !

***La production d'acier à Stelco doit continuer !
La production doit continuer à Hamilton et au Canada !***



La signification de la Journée d'action du 30 janvier à Hamilton

- Lettre ouverte de Rolf Gerstenberger au Hamilton Spectator, 30 janvier
2016 -

Une question importante à laquelle les Canadiens font face en ce moment est d'amener les gouvernements à faire respecter leurs propres lois. Le problème est bien mis en lumière quand on examine comment l'ancienne et la nouvelle Stelco ont été autorisées à agir comme bon leur semble, au détriment de leurs travailleurs, de leurs retraités et de la communauté. J'invite tout le monde à se joindre à la journée d'action du 30 janvier pour démontrer que nous sommes en faveur de la primauté du droit, pas de la loi du plus fort.



Comment on a permis à l'ancienne et à la nouvelle Stelco, et aujourd'hui à US Steel, de ne pas se conformer à la loi sur le financement des régimes de retraite illustre bien mon propos. Le gouvernement a d'abord adopté la clause 5.1, a appuyé la réglementation spéciale sur les pensions du tribunal de protection de la faillite de la LACC et de US Steel et a finalement donné une autre exemption, en vertu de la LACC, de tout financement des régimes de retraite. Toutes ces manoeuvres qui ont été faites pour protéger la compagnie ont contourné les lois et placé les travailleurs, les retraités et la ville dans une position de vulnérabilité.



Après que Conrad Black eut essayé de s'approprier l'argent des pensions des travailleurs de Dominion Stores au milieu des années 1980, la loi ontarienne sur les régimes de retraite a été modifiée pour protéger les travailleurs plus âgés dans les cas où une compagnie fait faillite. Pour faire en sorte que le régime de retraite dispose de l'argent nécessaire en cas de faillite, la loi requiert des entreprises qu'elle finance les régimes de retraite, selon une approche de solvabilité, en cinq ans plutôt qu'en quinze.

En 1992, sous la pression de General Motors, le gouvernement de l'époque a levé cette exigence du financement de solvabilité pour les entreprises qui selon lui étaient « trop grosses pour faire faillite ». Stelco a utilisé cette exemption sans avertir personne en 1996, juste

après avoir signé une nouvelle convention collective avec la section 1005. La section 1005 a contesté ce geste mais le tribunal du travail a statué qu'il ne constituait pas un cas de négociation de mauvaise foi.

En 2004, Stelco a demandé à se placer sous la protection de la LACC. Un des arguments qu'elle a mis de l'avant pour cela est que les régimes de retraite étaient sérieusement sous-financés. On n'a pas demandé des comptes à la compagnie pour avoir utilisé la clause 5.1 qui visait délibérément à sous-financer les régimes de retraite. En dépit de cela, lorsque la nouvelle Stelco a émergé des procédures de protection de la faillite, le tribunal de la LACC n'a pas exigé qu'elle se conforme à la loi sur le financement des régimes de retraite. La nouvelle Stelco a été autorisée, en violation de la loi, à financer les régimes de retraite en 10 ans plutôt qu'en 5 ans. Les rapports actuariels ont déterminé les paiements qui doivent être faits pour que les régimes de retraite soient pleinement financés au 31 décembre 2015.

La section locale 1005 a protesté mais on ne l'a pas écoutée. Le gouvernement provincial a appuyé la réglementation spéciale adoptée par le tribunal de la LACC comme étant bonne pour tout le monde, et il a également appuyé les clauses à l'effet que Stelco ne pourrait pas verser de dividendes à ses actionnaires tant que les régimes de retraite ne seraient pas pleinement financés et que Stelco devrait faire un versement spécial dans les régimes de retraite si ses profits dépassaient un certain niveau. Ces deux clauses avaient comme objectif de faire en sorte que les régimes de retraite seraient pleinement financés le plus rapidement possible.

Lorsque US Steel a fait l'acquisition de Stelco en 2007, le gouvernement provincial l'a exempté de ces deux clauses. La section locale a protesté énergiquement mais, au grand étonnement des travailleurs, l'avocat du gouvernement a dit qu'il n'y avait pas de raison de s'en faire parce que US Steel était « trop gros pour faire faillite » et que tous les avoirs de U.S. étaient à la disposition des versements aux régimes de retraite. Dans une lettre au *Spectator*, la compagnie s'est engagée à assumer ses obligations sans faute envers les régimes de retraite avant 2016.

Entre 2007 et 2014, le syndicat a rencontré à plusieurs reprises des représentants du gouvernement provincial pour leur démontrer que les régimes de retraite n'allaient pas être financés d'ici la fin de 2015 et que le gouvernement devait clarifier le sens de la clause au moyen d'une « désambiguïsation ». US Steel versait effectivement les montants qui étaient spécifiés par la réglementation spéciale mais ceux-ci ne correspondaient plus aux rapports actuariels, et il y avait un manque de 800 millions \$. Ces paiements inadéquats contrevenaient ouvertement aux engagements qui avaient été pris au moment de la sortie de la LACC, qui les avait étalés sur 10 ans et non 5, des engagements qui prévoyaient que les régimes de retraite devaient être pleinement financés d'ici le début de 2016 et soutenus par les avoirs mondiaux de US Steel et non seulement par ses avoirs canadiens. Cette « désambiguïsation » était nécessaire afin que l'engagement soit écrit noir sur blanc et que US Steel ne puisse pas contourner la loi.



Les représentants du gouvernement provincial n'ont cessé de dire au syndicat qu'il avait les choses bien en main. Vint le moment où US Steel a demandé la protection de la LACC, en septembre 2014, et le tribunal a alors permis à US Steel de ne faire aucun paiement de solvabilité à partir du 1er janvier 2016. Il a permis une fois de plus à la compagnie de défier la loi ontarienne sur les

régimes der retraite.

Ce n'est pas acceptable. Un point c'est tout. La loi du plus fort, ça n'est pas la loi. C'est pour cela que nous avons un gouvernement de droit. Si le gouvernement n'utilise pas son autorité pour faire appliquer les lois et si des tribunaux spéciaux de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* peuvent être créés pour statuer que c'est la loi du plus fort qui s'applique, qu'est-ce qui reste aux citoyens qui sont censés être protégés par la loi ? C'est un problème très sérieux, qui dépasse de beaucoup la question de la légalisation du vol de nos pensions. »

J'invite tout le monde à venir participer à la Journée d'action à Hamilton, samedi le 30 janvier, à 13 heures devant l'hôtel de ville, pour se faire entendre.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca